

## Élevage industriel de saumon : les inquiétudes d'Eau & Rivières de Bretagne

C'est un symbole cruel : alors que depuis début mars, le Trieux voit ses saumons sauvages mourir les uns après les autres, les élus de Guingamp Paimpol Agglomération (GPA) accueillent à bras ouverts le projet d'implantation à Plouisy d'un élevage industriel de saumon et d'une usine d'abattage et de transformation, pour une production de 10 000 tonnes/an. Ce projet, d'ailleurs instruit dans la plus grande opacité, est porté par la société Smart Salmon. Ce groupe norvégien est, avec d'autres, à l'origine de la pollution organique et médicamenteuse par les fermes aquacoles des estuaires norvégiens, et de la dissémination dans les cours d'eau de parasites (pou du saumon) qui ont progressivement contaminé le cheptel sauvage. Une concentration aussi importante de saumons d'élevages augmente dangereusement les risques sanitaires pour les saumons sauvages. Elle peut impacter de façon irréversible le patrimoine piscicole du Trieux.

Alors que GPA est déjà confrontée à l'insuffisance de ses stations d'épuration et rejette fréquemment des eaux usées non traitées, il n'est pas concevable que des rejets supplémentaires, directs ou indirects, viennent aggraver une situation dégradant la qualité des eaux du Trieux. L'argument d'un élevage fonctionnant en circuit intégralement fermé est un mythe, les rejets organiques et médicamenteux produits devront bien être traités quelque part.

Le contexte actuel de dérèglement climatique affecte déjà concrètement nos rivières et réduit les débits en période estivale et automnale. Il nous oblige déjà à réduire les consommations d'eau de toutes origines, pour garantir le bon état écologique de nos rivières et garantir l'alimentation en eau potable des populations. Aller chercher de l'eau ailleurs comme le suggère le maire de Plouisy pour approvisionner l'usine, ne peut constituer une solution durable. Puiser l'eau et traiter les déchets ailleurs ne constituent pas une argumentation sérieuse.

C'est peu dire que ce projet suscite de fortes inquiétudes pour notre association qui demande publiquement aux élus de GPA d'indiquer précisément quelles sont les garanties qui ont été demandées pour éviter toute dégradation supplémentaire de notre environnement local et de la biodiversité.

### Contacts presse :

**Dominique Le Goux** : Animatrice territoriale : 02 96 21 14 70 ou 06 88 01 19 25 et [dominique.legoux@eau-et-rivieres.org](mailto:dominique.legoux@eau-et-rivieres.org)